

**Séance ordinaire du  
mardi 18 juillet 2023**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-trois et le dix huit juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ville sportive**

**Présents :**

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Yves BARRAL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN ayant donné pouvoir à Flora LABOURIER, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Emilie CABELLO, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Clare HART.

**Absents / Excusés :**

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Jean-Dominique DELAVEAU, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER

**Stade Bruno-Martini - Protocole transactionnel entre la Ville de Montpellier et la  
Société Laquet relatif au marché n°6D0054900 - Approbation - Autorisation de  
signature**

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a conclu le 4 août 2016 l'accord-cadre n°6D0054900 avec la SAS SPORT ENVIRONNEMENT, mandataire solidaire d'un groupement conjoint, ayant pour objet « *la sécurisation et la rénovation d'espaces sportifs et éducatifs* ». Outre le mandataire, le groupement était constitué de la SAS LAQUET qui avait en charge la réalisation de terrain en gazon naturel et synthétique.

Dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre, la Ville a demandé à la SAS SPORT ENVIRONNEMENT d'intervenir pour la réfection en gazon synthétique du terrain du stade Bruno-Martini situé 300 Allée Hautes de Montpellier à Montpellier. Cette réfection a fait l'objet d'un bon de commande du 19 août 2016 au groupement SPORT ENVIRONNEMENT / LAQUET d'un montant de 252 724,80 € TTC pour le revêtement en gazon synthétique.

Il était prévu, pour le gazon synthétique, le remplissage avec des granulats de type TPE (plastique élastomère). Les travaux de réfection ont été exécutés entre juin et août 2016. Depuis le mois d'août 2020, les granulats ont fondu et se sont agglomérés à la fibre synthétique rendant le terrain globalement impropre à sa destination de surface de jeu. Il est, de plus, impossible de parvenir à extraire les granulats en vue de les remplacer par un autre type de remplissage.

Ces problèmes ont conduit la commune de Montpellier à solliciter la désignation d'un expert judiciaire afin de déterminer l'origine ainsi que les causes et l'imputabilité desdits désordres mais également de préconiser une solution permettant d'y remédier. Par ordonnance du 22 septembre 2022, l'expert judiciaire a été désigné.

Il ressort de l'expertise que le gazon synthétique et les granulats doivent être changés par la SAS LAQUET. La Ville de Montpellier et la SAS LAQUET décident de conclure un protocole transactionnel pour mettre fin au litige et définir les modalités de la réalisation des travaux de réparation.

La société LAQUET s'engage à réaliser les travaux de reprise suivants d'une valeur de 255 718,56 € TTC qui consistent en un remplacement complet de la pelouse synthétique du stade Bruno-Martini. En outre, la société LAQUET s'engage à verser à la Ville la somme de 3 500,00 € TTC en remboursement de l'allocation provisionnelle mise à la charge de la Ville par le Président du Tribunal administratif de Montpellier par ordonnance du 25 août 2022, et la somme de 4 320,00 € TTC en réparation des frais d'avocat engagés par la Ville.

Par ailleurs, la Ville de Montpellier s'engage à prendre en charge une partie des travaux exécutés par la société LAQUET à hauteur de 75 000,00 € TTC au titre de la répartition de responsabilité convenue entre les parties. Par compensation avec les sommes dues par la société LAQUET susmentionnées, la Ville versera la somme de 67 180,00 € TTC à la société LAQUET.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes du protocole transactionnel entre la Ville de Montpellier et la SAS LAQUET ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 25 juillet 2023**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 26 juillet 2023**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Protocole d'accord transactionnel Stade des Tritons.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20230718-236862-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 25/07/23  
Réception en Préfecture : 25/07/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.